



Découvrez vos députés de la 14^{ème} législature !

[Dossier relatif](#)

Simplifions la loi 2.0 : LOPPSI (Sécurité intérieure : loi d'orientation et de programmation pour la performance)

[Source](#)

- **Chapitre 1 : Objectifs et moyens de la politique de sécurité intérieure** (1 article, [6 commentaires](#))
Article : 1er
- **Chapitre 2 : Lutte contre la cybercriminalité** (3 articles, [53 commentaires](#))
Articles : 2, 3, 4
- **Chapitre 3 : Utilisation des nouvelles technologies** (15 articles, [35 commentaires](#))
 - Section 1 : Identification d'une personne par ses empreintes génétiques (5 articles, [2 commentaires](#))
Articles : 5, 6, 7, 8, 9
 - Section 2 : Fichiers de police judiciaire (5 articles, [7 commentaires](#))
Articles : 10, 11, 11 bis, 11 ter, 11 quater
 - Section 4 : Vidéoprotection (5 articles, [27 commentaires](#))
Articles : 17 A, 17, 17 bis, 18, 18 bis
- **Chapitre 4 : Protection des intérêts fondamentaux de la Nation** (4 articles, [5 commentaires](#))
Articles : 19, 20, 20 bis, 21
- **Chapitre 5 : Renforcement de la lutte contre la criminalité et de l'efficacité des moyens de répression** (2 articles, [6 commentaires](#))
Articles : 22, 23
- **Chapitre 5 bis : Sécurité quotidienne et prévention de la délinquance** (9 articles, [5 commentaires](#))
Articles : 24 bis, 24 ter, 24 quater, 24 quinquies, 24 sexies, 24 septies, 24 octies, 24 nonies, 24 decies
- **Chapitre 6 : Dispositions renforçant la lutte contre l'insécurité routière** (13 articles, [6 commentaires](#))
Articles : 25, 26, 26 bis, 27, 28, 29, 30, 30 bis, 31, 31 bis, 31 ter, 31 quater, 31 quinquies
- **Chapitre 7 : Dispositions relatives aux compétences du préfet de police et des préfets de département** (2 articles, [2 commentaires](#))
Articles : 32, 32 bis
- **Chapitre 7 bis : Dispositions relatives aux polices municipales** (5 articles, [9 commentaires](#))
Articles : 32 ter, 32 quater, 32 quinquies, 32 sexies, 32 septies
- **Chapitre 8 : Moyens matériels des services** (4 articles, [2 commentaires](#))
Articles : 33, 34, 35, 35 bis
- **Chapitre 9 : Dispositions diverses** (15 articles, [6 commentaires](#))
Articles : 36 A, 36 B, 36, 37, 37 bis, 37 ter, 37 quater, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46

Voir les 295 amendements déposés sur ce texte
(version imprimable)

Exposé des motifs :

Mesdames, Messieurs,

Depuis 2002, et dans le cadre de la mise en oeuvre de la LOPSI (2002-2007), les résultats obtenus en matière de sécurité sont importants. De 2002 à 2007, le nombre de faits constatés par la police et la gendarmerie nationale a diminué de 12,8 % soit 500 000 victimes de moins, et la délinquance de proximité a diminué de 29,6 %. L'insécurité, qui s'était fortement aggravée entre 1981 et 2001, a ainsi régressé au cours des cinq dernières années.

Pour autant, la sécurité demeure l'une des préoccupations majeures de nos concitoyens. La préparation d'une nouvelle loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité figure à ce titre parmi les objectifs fixés par le Président de la République au ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales dans sa lettre de mission.

Telle que détaillée dans le [rapport sur les moyens de la LOPPSI \(annexe\)](#), cette recherche de performance contribue *in fine* à mieux définir les responsabilités de tous les acteurs participant à la politique nationale : collectivités territoriales (notamment à travers les polices municipales et les services départementaux d'incendie et de secours) ; entreprises de surveillance, de gardiennage et de transports de fonds ; agents privés de recherche ; acteurs du secteur de l'« intelligence économique ».

La sécurité intérieure ne peut plus ni commencer ni s'achever aux frontières de la métropole et des territoires ultra-marins. La continuité de fait entre sécurité intérieure et sécurité extérieure mise en avant par le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale a formalisé une réalité connue depuis de nombreuses années par les praticiens de la lutte anti-terroriste.

Enfin, la politique mise en oeuvre par le ministère de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales à l'occasion de la présente loi de programmation et d'orientation ne saurait ignorer les enjeux que représentent les marchés étrangers de la sécurité intérieure pour les entreprises françaises. Ces marchés, étatiques ou privés selon les pays, représentent une réalité économique et commerciale croissante. La responsabilité du ministère et de ses services est d'examiner les modalités susceptibles de favoriser la pénétration de ces marchés par les entreprises françaises.

La nécessité d'offrir aux Français une protection toujours plus importante, dans un environnement de plus en plus complexe et instable, justifie la nouvelle loi d'orientation et de programmation pour les cinq prochaines années (2009-2013). Tel est l'objet du présent projet de loi qui contribuera à ancrer dans la durée l'amélioration de la sécurité de nos concitoyens.

[L'étude d'impact de ce projet est disponible au format PDF.](#)

Derniers commentaires sur Simplifions la loi 2.0 : LOPPSI

À propos de l'amendement n°136, Gerard Loubier a dit le 13/05/2012 :



Il y a matière à réflexion pour tout ces sujets, pour ce qui est des délits commis par des mineurs, les agents sont souvent confrontés lors de la garde à vue, l'absence du justificatif de l'identité, de son age ou de sa nationalité, du délinquant supposé mineur, la mise en place de procédures et ...

[Lire dans le contexte](#)

[Voir tous ses commentaires](#)

À propos de l'article 25 alinéa 9, Gerard Loubier a dit le 10/05/2012 :



Lorsque le dépassement de 40 km/ h ou plus de la vitesse maximale. Dans ce cas, les agents de police judiciaire adjoints mentionnés à l'article 21 du code de procédure pénale sont habilités à retenir à titre conservatoire le permis de conduire du conducteur. Il serait bon d'analyser Si ce retra...

[Lire dans le contexte](#)

[Voir tous ses commentaires](#)

A propos de l'article 24 nonies, aged'or a dit le 06/08/2011 :



Les mesures mises en place et celles avenir en 2012 consistant a creer des fichiers quantitatifs et nominatifs des vendeurs d'or sont de coups de massues distribuer sans discernement a l'aveugle qui jettent l'opprobe sur les négociants en métaux précieux et dans un second temps culpabilise et tér...

[Lire dans le contexte](#)

[Voir tous ses commentaires](#)

A propos de l'article 4, Nico57130 (Etudiant en 3ème année de Licence de droit) a dit le 10/02/2011 :



Bien que l'objectif de lutte contre la pédopornographie sur internet soit louable et souhaitable, cet article 4 pose de nombreuses questions et aura sommes toute à la fois un effet limité et contreproductif. Au delà même de la neutralité du réseau largement mis au rebuts par cet article (questi...

[Lire dans le contexte](#)

[Voir tous ses commentaires](#)

Voir les 147 commentaires